

Les zonings d'IEG : 900 entreprises e

Sur un territoire bien moins grand qu'deta, l'IEG parvient à attirer plus d'entreprises. Cependant, la saturation est proche.



Mouscron, Comines, Estaimpuis ont-elles des atouts pour attirer les entrepreneurs ? La réponse est oui ! Outre leur situation géographique et le bilinguisme qui y règne, les parcs d'activités économiques attirent de nombreuses entreprises, majoritairement flamandes, pour les facilités que la Wallonie peut offrir.

D'avantage de subsides sont octroyés. Les démarches administratives pour l'obtention d'un permis sont plus simples et les prix de vente des terrains bien moins chers qu'au Nord du pays (65€/m² contre 110€/m² en Flandres). Le dernier atout de ces communes n'est autre que l'exploitant : l'intercommunale d'étude et de gestion

(IEG).

Une intercommunale de proximité

« Le dynamisme de notre petite intercommunale fait que nous sommes proches du tissu économique, assure Guy Brutsaert, le directeur général de l'IEG (au milieu sur la photo). Nous connaissons nos entreprises et pouvons leur offrir des solutions concrètes et rapides si besoin. »

Cependant, il n'est pas toujours aisé d'aider les entreprises alors que leur volonté est de s'agrandir surtout lorsque la zone est déjà fort occupée.

En ce moment, il ne reste que peu de place dans les zonings existants : « A l'arrière du MIM, il y a une dizaine d'hectares qui sont destinés aux entreprises agroalimentaires. A la zone du Pont-Tunnel à Estaimpuis, juste avant de rentrer en France, 10 hectares sont également disponibles. Ensuite, il ne s'agit que des petites parcelles isolées ici et là, sauf 4 hectares dans la zone Matinoire-Blanc Ballot. Sur Comines, tout est vendu mais une nouvelle zone de 22 hectares est en train d'être exploitée à Warneton. Le long de la Lys, il y a une zone de 8 hectares. Donc d'ici deux ans, une zone de 30 hectares sera à disposition des entreprises. »

Depuis début 2018, IEG a déjà vendu 10 hectares sur les terrains de Mouscron et d'Estaimpuis. Inutile de préciser que l'espace part vite et que le manque de superficie devient critique.

La solution ?

« On recherche des bâtiments inoccupés pour exercer notre droit de rachat afin de les mettre à disposition de sociétés que nous voulons voir grandir. On se diversifie : plutôt d'exproprier, on rachète », précise le directeur de l'IEG et Stéphanie Collard, récemment employée pour renforcer l'équipe d'animation économique, notamment composée de Sébastien Beel (aux extrémités sur la photo). Par exemple, une start-up a loué ses premiers 300 m² à l'IEG. Deux ans plus tard, elle a pu déménager vers un espace de 1300 m².

Un second moyen de continuer le développement économique des communes et, selon l'intercommunale, de offrir des opportunités de travail au prochain boom de demandeurs d'emploi, serait d'implanter un nouveau parc d'activité économique.

« Nous pourrions l'installer là où il y a encore de la place : le long des autoroutes. En Flandres, tous les zonings sont de part et d'autres des autoroutes. De plus, cela montre le dynamisme de la région. Nous pourrions faire le même sur un tronçon de 4 kilomètres le long de l'A17 (NDLR : là où le zoning Marthem aurait pu être implanté), souligne Guy Brutsaert. Cependant, cela a été bloqué par la commune et M. Gadenne qui ne voulait pas entamer le dernier espace agricole de Mouscron. »

De quoi regretter le temps de



Detremere et de Deleu qui, eux, avaient la création des zonings dans leurs tripes.

« Je pense que maintenant nous manquons d'hommes forts et

surtout d'esprit d'entreprise, de manière de fonctionner avec les pouvoirs publics. C'était aussi un moment où beaucoup de choses étaient possibles. Je ne suis

Pierre Vandeputte : « Être ensemble, sinon nou

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie encourage les relations entre entreprises et pas qu'en Wallonie picarde.

La Chambre de commerce et d'industrie est désormais implantée dans de nouveaux locaux à l'espace Wallonie picarde à Kain. Une manière d'entériner l'unification entre les antennes de Mouscron et de Tournai, fusionnées en 2000. « *S'unir en Wapi, c'est positif* », soutient le président de la CCI, Pierre Vandeputte. « *Nous sommes le parent pauvre en Wallonie, nous avons besoin d'être forts. Si on n'est pas ensemble, on n'existe plus !* », con-

tinue celui qui est également patron de l'entreprise Vandeputte basée à Mouscron.

Fort de sa position géographique favorable, la CCI Wapi collabore, au sein du groupement « Euro 3 », avec ses homologues du Grand Lille et de Flandre occidentale. « *Nous sommes les plus petits par rapport à Bruxelles, la Flandre occidentale et la France.* »

Faire de la place aux zonings

La CCI Wapi compte 37 parcs d'activité sur son territoire. Pierre Vandeputte souhaiterait en voir d'autres sortir de terre. Il s'agit pour lui d'une des clés de l'attractivité économique de la région : « *Il y a pénurie de mètres carrés dans les zonings. En Flandre par exemple, il n'y a plus d'espace.* »

Nombreuses sont donc les entreprises flamandes qui fran-



Pierre Vandeputte (à droite) lors de sa prise de fonction en tant que président de la CCI, aux côtés du directeur général, Bernard Cornelius (à gauche) et de l'ancien président, Paul Bertrand.

chissent la frontière linguistique pour s'implanter chez nous. « *Il faudrait développer plus de parcs d'activité ici, en tentant d'avoir un impact moins important sur l'environnement. La mobilité et l'accès aux entreprises sont aussi des choses à améliorer* », estime-t-il, afin de garantir l'attrait de la région.

La CCI n'hésite donc pas à intervenir s'il le faut, pour soutenir les projets d'investissement face aux potentielles complexités administratives : « *Là, on peut parfois faire du lobbying. On le fait pour les soutenir.* »

Néanmoins, elle n'a que peu de relations avec les autorités communales : « *Notre volonté est de rester une Chambre apolitique.* »

« *Nous n'avons pas de contact direct avec les bourgmestres, on collabore surtout avec les intercommunales.* »

t bientôt plus une place disponible



« Les entreprises investissent dans notre région car nous avons une bonne équipe d'accueil ».

pas sûr qu'avec les mêmes politiques, on aurait les mêmes résultats qu'avant. L'administration, les procédures, la société changent. ■ E.S.

EN CHIFFRES

- 900 hectares composent les parcs d'activités économiques dispersés sur les trois entités de l'intercommunale IEG.

- 900 entreprises y ont établi leur bâtiment.

- 8 500 personnes travaillent dans tous les zonings.

- 2 500 emplois concernent le secteur de l'agroalimentaire, premier privilégié au sein de l'IEG. La seconde place est occupée par le textile, plutôt de niches. Il offre de l'emploi à 1700 personnes dans les parcs d'activités économiques.

- 40 % des personnes employées sont issues de la région. « Nous ne pouvons pas imposer d'employer des locaux. Les entreprises flamandes viennent et emmènent 80 % de leurs travailleurs, ce qui implique que 2 emplois sur 10 vont être proposés aux Mouscronnois. Après quelques années, on peut espérer avoir d'autres postes qui se libèrent. »

« Il faut que le monde politique communal se réveille... »

● Interview :
Pauline DENEUBOURG

Guy Depauw, à la fin des années 80, vous avez été l'une des chevilles ouvrières du développement des zonings industriels à Mouscron, Gominnes et Estaimpuis. Quel était le contexte à l'époque ?
À ce moment-là, il n'y avait rien et il n'y avait pas de zoning à Mouscron... Nous sommes partis d'une page blanche pour tenter d'attirer les industriels afin de développer la région. Le bourgmestre de l'époque, Jean-Pierre Detremmerie, voyait que de nombreuses entreprises mouscronnoises fermaient leurs portes et que les industries textiles de la région étaient en crise... Il s'est dit que si nous ne faisons rien, Mouscron allait devenir un désert ! Avec le bourgmestre, nous avons ainsi pris notre bâton de pèlerin pour tenter d'attirer les PME flamandes actives dans divers secteurs, et particulièrement dans l'agroalimentaire.

Pourquoi avoir voulu particulièrement attirer les industriels flamands ?

Il y a d'abord l'aspect géographique : nous avons l'avantage d'être frontalier avec la Flandre occidentale, une zone exceptionnelle économiquement et l'une des plus riches en Europe. Nous sommes aussi une région bilingue : un Flamand qui vient chez nous se sent pas du tout « étranger » ! Notre région c'est en quelque sorte la « Flandre wallonne ».

À cette période-là, la Flandre ne présentait aussi aucune attractivité pour les industriels ! Les politiciens s'en désintéressaient complètement... il y avait tellement de PME florissantes qu'ils n'étaient pas intéressés d'en attirer de nouvelles. Les industriels avaient ce sentiment d'être rejetés et de ne pas être soutenus... Bel exemple, le patron de l'entreprise Mydibel avait essayé pendant six mois d'obtenir un rendez-vous avec le bourgmestre de Courtrai, il ne l'a jamais obtenu... À Mouscron, il a pu rencontrer le bourgmestre le lendemain de son appel, et trois jours plus tard, il a eu une proposition de terrain ! Les Flamands se sont aussi rendu compte que chez nous, il y avait de nombreuses possi-

bilités de terrains et qu'ils pouvaient bénéficier du programme Feder - Objectif 1 qui octroyait des aides jusqu'à 30 %.

Aujourd'hui, par contre, la Flandre a retrouvé son attractivité et elle est redevenue proactive pour attirer les entreprises sur son sol. Ainsi, pour la construction d'un bâtiment de 100 000 m² pour la société Van Marke, le long de l'autoroute Mouscron-Courtrai, elle n'a mis que deux ans pour transformer une zone Natura2000 en zone industrielle ! En Wallonie, il faut presque dix ans pour un changement d'affectation de terrain...

Au sein de la Commune et de l'IEG, tout était mis en œuvre pour accueillir, comme il se doit, les potentiels entrepreneurs.

J'étais employé à l'IEG en tant qu'animateur économique, mais j'avais mon bureau à l'hôtel de ville, à côté de celui de Jean-Pierre Detremmerie... et, en cela ce n'était pas une mauvaise idée ! En effet, lorsqu'un industriel cherche un terrain, il va téléphoner à la Ville. Il avait ainsi la possibilité de contacter directement Jean-Pierre Detremmerie qui me transférait ensuite l'appel pour prendre en charge la demande de l'industriel : il y avait un lien logique entre la Commune et l'intercommunale. À Tournai, si un industriel téléphonait à la Ville, il devait rappeler Ideta sans sa-

voir quelle personne il devait joindre...

On a aussi eu la chance de travailler avec un commissaire d'arrondissement très précieux, M. Dujardin, qui était la personne qui mettait tout en musique pour faciliter les démarches des industriels qui s'établissaient à Mouscron ! Et puis, il ne faut pas oublier qu'à l'époque, tout au début de la création de la Région wallonne, toutes les demandes administratives étaient plus faciles à obtenir !

Tous les zonings existants datent de l'époque des mayors de Jean-Pierre Detremmerie (1980 à 2006). À l'arrivée d'Alfred Gadenne, cette dynamique prend du plomb dans l'aile... Le constat que le développement économique est une question de volonté politique ?

Bien évidemment ! Depuis plus de dix ans, on voit que rien ne s'est passé et qu'aucun nouveau zoning n'a vu le jour ; les zonings des Dauphins et de Mains et Sabots ayant été créés sous l'impulsion de Jean-Pierre Detremmerie... C'était un choix d'Alfred Gadenne qui n'a pas souhaité poursuivre le développement des zonings et encourager l'installation de nouvelles entreprises ! L'autre problème, c'est aussi qu'il n'a pas voulu transformer des terrains agricoles en terrains industriels. Aujourd'hui, tout cela met à mal l'action de l'IEG qui ne sait plus agir par manque de volonté politique... L'intercommunale n'a plus de terrain à proposer aux industriels, relativement nombreux, qui sont prêts à s'installer à Mouscron !

La ville de Mouscron pourrait attirer de nouvelles entreprises sur son territoire ?

La demande est là ! Mais, il faut que le monde politique communal se réveille... J'espère que le prochain bourgmestre aura une vision à long terme et renouera avec cette dynamique. Des terrains, il y a en a qui pourraient accueillir des entreprises. Par exemple, en parallèle de la route Express, vers Dottignies, il y a la possibilité de créer une zone économiquement intéressante ! Il faut juste cette volonté politique de faire changer ces terrains agricoles en terrains industriels... ■

s n'existent plus »

Ne pas oublier le réseau local

La Chambre de commerce et d'industrie de Wallonie picarde s'ouvre vers l'extérieur, mais a aussi la volonté de rester très proche du réseau local. Son objectif premier consiste d'ailleurs à rassembler les chefs d'entreprises de Wallonie picarde : « afin qu'ils se rencontrent et partagent leur expérience. »

Dans ce contexte, la CCI développe ses actions sur deux axes : « Tout d'abord sur l'information, via des déjeuners ou des soirées thématiques. Ensuite, sur la formation, où l'on tient un rôle de facilitateur en orientant les entrepreneurs vers des instances de formations. »

Via son « Wapitour », la CCI met également en avant les entreprises de la région, en organisant des visites pour d'autres acteurs économiques. Et ce « Wapitour » ne fait pas seule-

ment arrêter dans les grandes sociétés. « Il y a des trésors cachés de toutes les tailles et il faut le faire savoir », explique le président. Si les ambitions de la CCI peuvent paraître disproportionnées pour les Très petites entreprises (TPE), notamment, Pierre Vandeputte relativise en prenant l'exemple de sa société : « Nous sommes une entreprise intermédiaire. Mais à Bruxelles, nous devenons une TPE en comparaison des grosses boîtes possédant vingt sites et des milliers d'employés. »

Il aimerait d'ailleurs que des patrons de TPE intègrent le conseil d'administration de la CCI Wapi. L'élection de ses membres est prévue en mai. Date à laquelle Pierre Vandeputte quittera son poste de président, arrivé au terme de son mandat de trois ans non renouvelable. ■



Guy Depauw, ancien animateur économique de l'IEG (Mouscron).